

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 13 - 14 mai 1999

RAPPORTS DU DIRECTEUR EXÉCUTIF SUR DES QUESTIONS OPÉRATIONNELLES

Point 6 de l'ordre du
jour



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/99/6-C/5
7 avril 1999
ORIGINAL: ANGLAIS

ACTIVITÉ FONDAMENTALE À EXÉCUTER DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE PAYS APPROUVÉE PAR LE DIRECTEUR EXÉCUTIF ENTRE LE 1ER JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 1998— BANGLADESH 2197.10

Développement rural

Nombre de bénéficiaires	450 000
Nombre de bénéficiaires de l'aide du PAM	195 200
Durée de l'activité	Deux ans

Coût (dollars E.-U.)

Coût total pour le PAM	106 374 867
Coût total des produits alimentaires pour le PAM	64 050 000
Coût total pour le gouvernement	93 369 200
Financement extérieur (bilatéral)	131 160 000

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (http://www.wfp.org/eb_public/EB_Home.html).

1. Le Conseil d'administration a approuvé en octobre 1996 le programme de pays du Bangladesh, dans lequel le développement rural est une des activités fondamentales. L'aide alimentaire est fournie dans le cadre d'interventions plus larges destinées à soutenir les plus démunis, parmi lesquels les femmes sont de plus en plus nombreuses. Les principaux objectifs de la présente activité fondamentale sont les suivants: création immédiate d'emplois destinés à améliorer la sécurité alimentaire des ménages; création d'actifs communautaires et individuels; accès au développement des compétences et au crédit, et participation à des activités de développement à long terme.
2. Le développement rural est une activité d'envergure nationale qui est appuyée par le gouvernement, les donateurs bilatéraux et le PAM. Cette activité comprend quatre volets: routes, foresterie, eaux et pêches, et offrira chaque année des possibilités d'emploi à près de 500 000 travailleurs.
3. L'aide totale prévue sur l'ensemble de la période de quatre ans (1997–2002) comprend 866 000 tonnes de blé (500 000 tonnes en provenance de donateurs bilatéraux et 366 000 du PAM) et un montant en espèces équivalant à 37,5 millions de dollars fourni par le gouvernement. Le nombre des participants devrait être de deux millions, ce qui représentera au total plus de 10 millions de bénéficiaires. Au cours des deux dernières années, l'activité (soutenue par le gouvernement, les donateurs bilatéraux et le PAM) a utilisé au total 275 000 tonnes de blé et 8,1 millions de dollars en espèces, pour soutenir différentes opérations auxquelles ont participé directement 900 000 travailleurs, ce qui représente près de 4,5 millions de bénéficiaires. Elle est maintenant prolongée pour un nouveau cycle de deux ans (janvier 1999–décembre 2000).
4. Depuis janvier 1997, l'activité a été réorientée de façon à mettre davantage l'accent sur la personne et sur les travaux d'entretien, ce qui a pour conséquence d'accroître la participation des femmes. Conformément aux Engagements du PAM en faveur des femmes, le part des ressources destinées à celles-ci a été portée de 13 à 33 pour cent, et on envisage de l'augmenter encore pour atteindre 44 pour cent en 1999 et 50 pour cent à la fin de l'an 2000 (ce qui permettra d'aider 250 000 femmes).
5. Outre les partenariats établis avec quelque 96 ONG dans les secteurs de la foresterie et de la pêche, des collaborations ont été nouées avec plus de 30 ONG afin de fournir une aide au développement, notamment dans le domaine de l'épargne et du crédit, dont les femmes profitent de plus en plus.
6. Différentes activités de développement rural sont en cours. Elles sont principalement concentrées sur la période de soudure. L'attribution de l'aide alimentaire est ciblée sur les zones géographiques considérées comme prioritaires eu égard à l'insécurité alimentaire relative qui y règne.
7. Conformément à la nouvelle orientation de l'activité, plusieurs questions clés ont été prises en compte. Ainsi, la coordination et la coopération avec le gouvernement, les donateurs d'aide alimentaire et les organismes des Nations Unies sont devenues plus étroites. Une plus grande importance est accordée au renforcement de la conception et de l'exécution des projets et à l'amélioration du suivi. Enfin, des efforts concertés sont entrepris pour accroître la prise de conscience ainsi que la contribution des différents acteurs concernés: gouvernement, donateurs, ONG, PAM et le public dans son ensemble.